



Commission : **COP**

Sujet : **Garder le cap des 1.5C, l'urgence climatique c'est maintenant !**

Membre de l'État-major : Thomas Mulier, Sara Couffignal

Position : **Présidents**

Introduction

« Il n'y a pas de planète B, il n'y a pas de planète bla-bla, bla-bla-bla, bla-bla-bla, économie verte bla-bla, neutralité carbone en 2050 bla-bla. Des mots. Des mots qui sonnent bien mais qui n'ont mené à aucune action. » (Greta Thunberg).

Le changement climatique est maintenant au cœur des discussions mondiales et préoccupe de manière grandissante la communauté internationale. Face aux preuves scientifiques de l'imminence de ce danger et des catastrophes qui ont ravagé notre planète au cours de ces derniers mois (incendies, inondations, sécheresses...) des actions concrètes et rapides sont nécessaires pour y faire face. Malgré les promesses des politiciens, pas assez de changements n'ont encore été réalisés, et la population s'impatiente, et tout particulièrement la jeunesse à travers le monde. Comment faire face à la frustration générale, et agir de façon immédiate et intelligente face à cette crise qui nous menace ?

Maintenant plus que jamais, notre avenir est en danger, et on estime que, avec les politiques actuelles, nous atteindrons 3 degrés de réchauffement climatique d'ici 2100, ce qui se traduirait par une situation catastrophique pour la planète et pour l'humanité. Pourtant les scientifiques nous avertissent sur la nécessité absolue de rester en dessous du seuil de 2°C de réchauffement climatique, et les rapports du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC) sont de ce point de vue de plus en plus alarmants.

À la lumière de ces vérités scientifiques, des questions primordiales se posent à nous : comment transformer notre société afin de donner la priorité à l'écologie et à la lutte contre le dérèglement climatique ? Est-il temps de responsabiliser les Etats et leurs gouvernements pour qu'ils respectent leurs engagements ?

Pour combattre le dérèglement climatique, la COP (Conférence des Parties) a été créée en 1995, et se réunit chaque année afin de proposer et d'adopter de possibles solutions et projets pour limiter l'augmentation des températures. Elle réunit les Etats du monde entier, mais aussi des acteurs non étatiques comme des ONG.

Malgré la catastrophe imminente et le sentiment d'urgence qui en découle, on peut avoir le sentiment d'être dans le film *Look Up !* : les COP passées se sont souvent soldées par des résultats décevants, les acteurs conscients des enjeux reprochant aux Etats participants le manque de solutions concrètes et efficaces pour réellement changer la donne.

Le mécontentement des populations tout autour du globe ne fait qu'augmenter et les manifestations se multiplient. À la lumière de ces nouvelles tendances, cette COP se doit de réagir. Pour cela il faudra intensifier la coopération internationale (financière et législative), et le soutien aux actions écologiques dans tous les secteurs (particulièrement ceux très polluants comme la production d'électricité ou les transports). Si nous ne le faisons pas maintenant, il sera bientôt trop tard !

I. Expression d'un sentiment d'urgence

A. Un combat ancien, plus d'actualité que jamais

L'écologie est un mouvement qui ne date pas d'hier. Jusqu'à la période industrielle, les sociétés humaines ont vécu en symbiose avec les écosystèmes dans lesquels elles s'inscrivaient, et la préoccupation de certains envers l'activité néfaste portée sur notre environnement existe depuis fort longtemps. La date d'apparition de cet « esprit écologique » peut varier selon la personne interrogée. Certains vous diront qu'il naquit au centre des premières sociétés avec le respect de la nature comme point central des religions traditionnelles. D'autres citeront notablement les années 1960 et 70 dans les pays occidentaux. Bien qu'il y ait désaccord, le point reste, l'écologie est une réalité ancienne et correspond à la fois à une certaine posture empathique face à la nature, et à un mouvement politique qui remet en cause la relation de domination qu'une humanité démiurgique a cherché à imposer à cette nature.

L'urgence climatique est un fait scientifique démontré par de nombreux rapports du GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'évolution du Climat) et de maints autres acteurs, étatiques ou non. Il est urgent de réduire les émissions de CO₂ et de changer le mode de consommation et de production de nos sociétés, pour faire face au changement climatique. Et c'est là que l'activisme prend place, car il faut entendre la voix de personnes engagées et convaincues dans leur lutte pour sensibiliser le monde et faire agir les gouvernements. Cet activisme « écologique », s'il n'est pas nouveau, connaît malgré tout une nouvelle dynamique.

L'expérience d'activistes qui se sont battus à travers les dernières décennies pour un monde plus respectueux envers la planète ne doit pas être négligé. Ces « vétérans » du climat apportent un point de vue qui devrait être écouté. Le changement climatique est un processus qui s'inscrit dans le temps long, celui de la recherche notamment, indispensable pour bien comprendre ce concept. Car pour le combattre et adopter les bonnes mesures, il faut commencer par en comprendre l'origine et ses principales caractéristiques.

Ces vétérans du climat montrent aussi la voie à des personnalités publiques très variées qui relaient leur message et contribue à une prise de conscience globale de l'enjeu climatique. Durant la dernière décennie, on a pu observer une grande diversification (et augmentation chiffrable) des acteurs dans le monde du climat. La lutte contre le changement climatique est passée d'une action médiatisée et alimentée seulement par des activistes spécialisés et peu nombreux à un phénomène extrêmement médiatisé, à toutes les échelles et par tous (citoyens, activistes locaux, figures *people*, etc.).

La jeunesse contribue tout particulièrement à cette nouvelle visibilité, à cette nouvelle façon d'intervenir dans le débat public. Pas plus tard qu'à Paris, le 25 mai dernier, des activistes de Greenpeace ou des Amis de la Terre sont venus perturber l'assemblée générale des actionnaires de TotalEnergies en scandant « Totalemt irresponsable », ou « Total, Total, il faut choisir, les énergies fossiles ou notre avenir », tandis que de vieux messieurs qui pouvaient être leurs grands-pères les insultaient.



Est-ce seulement une question de génération ? En tout cas, une partie grandissante des opinions publiques est prête à activement changer son destin en faisant entendre sa voix : *Vox populi vox Dei*.

Ce changement des mentalités a un impact direct sur la politique, avec une montée sans précédent du vote en faveur des partis « écolos » et de ceux qui, dans leurs discours, placent la viabilité du futur devant la croissance économique.

Si nous changeons d'échelle, nous observons le même constat dans presque tous les secteurs. De plus en plus d'entreprises font le choix d'afficher publiquement leur soutien à la transition écologique, même si elles sont souvent accusées de *greenwashing* comme par exemple Total Énergies qui, lors de l'assemblée précédemment évoquée, présentait aux actionnaires sa « stratégie climat » tout en maintenant ses activités dans le gaz russe.

Le changement climatique est au centre des discussions politiques comme jamais auparavant, et les COP tiennent désormais une place importante dans la vie des citoyens que ce soit par les répercussions de leurs décisions, par leur couverture médiatique, mais aussi par l'impact direct qu'elles ont et auront sur le résultat des élections et l'orientation politique mondiale.

B. Les COP

Les COP (Conférence des Parties) se réunissent depuis 1995 pour trouver des solutions face au changement climatique et coordonner les décisions des pays participants. Réunions on ne peut plus importantes dans l'agenda des négociations internationales sur le climat, elles réunissent chaque année les 197 pays signataires de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, mais aussi des ONG, militants, scientifiques, activistes, tous concernés par la lutte contre le réchauffement climatique.

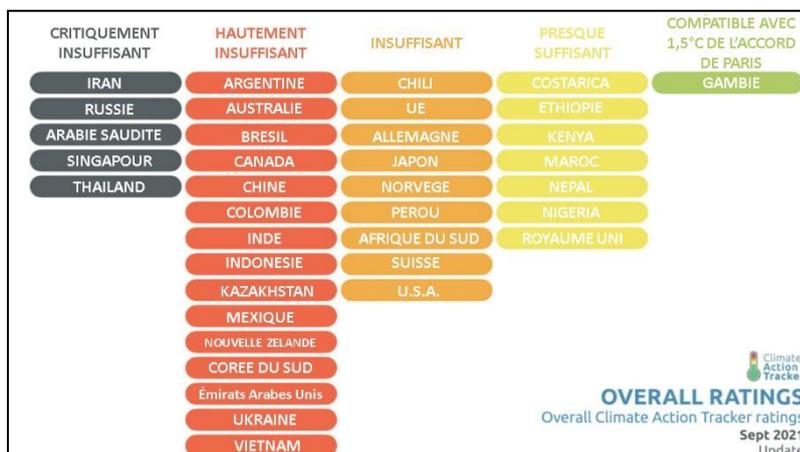
Pourtant, après presque chaque COP, c'est un sentiment amer de déception qui domine dans les médias comme sur les réseaux sociaux. Le public se plaint des décisions prises à la COP qui ne sont pas à la hauteur de leurs attentes.

Bien que rares, certaines COP ont été des réussites. C'est le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992 qui reconnaît la responsabilité des sociétés humaines dans le changement climatique et débouche sur un traité à l'origine des COP. Lors de la COP3 en 1997 au Japon, est adopté le Protocole de Kyoto qui est le premier traité juridiquement contraignant et qui préconisait de réduire d'au moins 5 % les émissions de gaz à effet de serre de 55 pays industrialisés entre 2008 et 2012 par rapport au niveau de 1990. Après l'échec de la COP15 en 2009 à Copenhague, l'avancée la plus notable est l'Accord de Paris signé en 2015 lors de la COP 21, et qui visait à limiter le réchauffement entre 1,5 et 2 °C par rapport au niveau préindustriel.

Bien que tous les participants à la COP21 aient signé l'accord, des études récentes effectuées par des ONG et des agences gouvernementales ont montré que les principaux pollueurs non seulement ne font pas assez, mais ne respectent pas les engagements pris et ratifiés.



En octobre 2021, s'est tenue la COP 26 de Glasgow. De nombreux espoirs étaient placés dans cette conférence, premier sommet où seraient examinés les progrès accomplis – ou non – depuis la signature de l'accord de Paris (COP 21). Nonobstant l'importance de cette conférence, cette COP s'est soldée par la déception du public et des



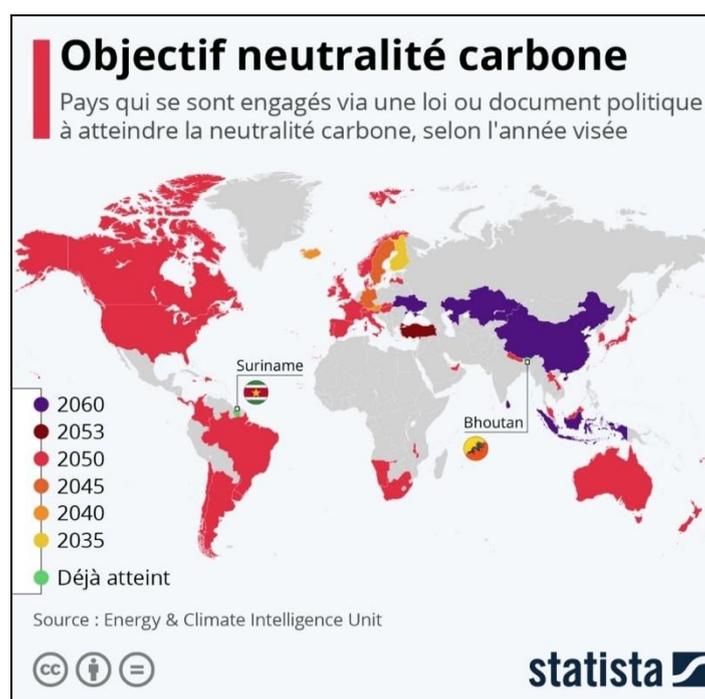
organisateurs ; et le président de la COP 26 lui-même n'a pu retenir ses larmes face aux maigres progrès réalisés par rapport aux attentes portées.

Comme toujours, de nombreuses initiatives ont été proposées, mais les pays préfèrent camper sur leurs positions et signer des accords non-contraignants, dont l'objectif – lointain - ne se situerait qu'en 2030 ou 2050.

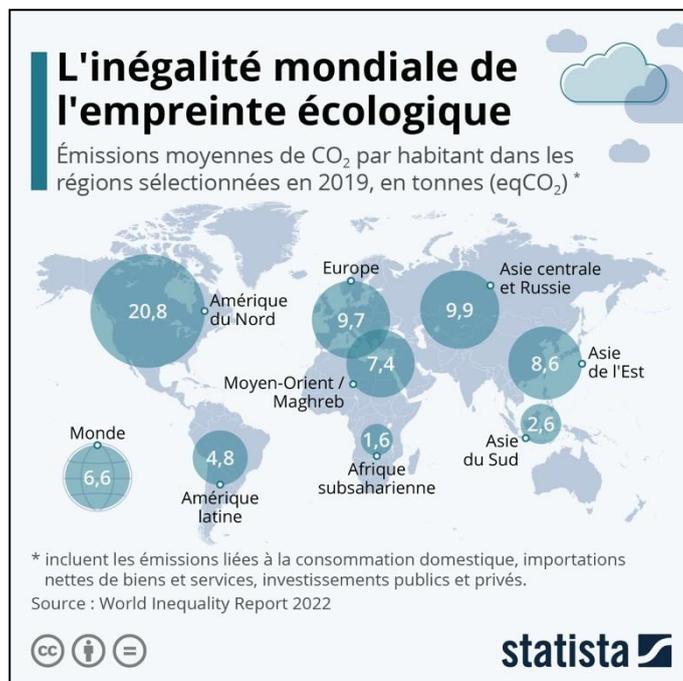
Un autre problème majeur qui contribue au blocage des COP et entrave les négociations, c'est le clivage entre pays développés et pays en développement.

Les pays développés, ayant réalisé leur développement sur l'exploitation de ressources polluantes, peuvent maintenant se permettre une transition vers des énergies renouvelables, à l'inverse des pays en développement. Les ressources de ces derniers sont en grande partie liées à la production et l'exportation de matériaux et énergies non renouvelables. Ils ne sont donc pas forcément enclins et en mesure d'abandonner cette production. Ces pays avancent aussi le fait qu'ils ne sont pas responsables (ou de façon vraiment minime) de la hausse des températures, (contrairement aux pays développés qui ont énormément pollué depuis les débuts de l'industrialisation au XIX^e s., alors même que ce sont eux, les pays du Sud, qui sont les plus touchés par les catastrophes liées au changement climatique, en particulier les sécheresses et donc la baisse des rendements agricoles.

Il est donc difficile de trouver un accord entre les pays industrialisés et les pays en développement. Cependant, de nombreux projets ont été proposés tout au long des dernières COP : ainsi, une récolte de fonds a été effectuée, au profit des pays nécessitant une aide financière pour pallier aux catastrophes liées au changement climatique, ainsi que pour les aider dans leur transition écologique. Cependant toute solution n'est véritablement utile que si une volonté forte se manifeste de la part du gouvernement. L'Etat doit être tenu pour responsable de son inaction ou du non-respect de ses engagements.



En dépit de toutes les promesses et discours tenus par les pays, on ne constate encore, malheureusement, aucune baisse notable dans les émissions de GES (gaz à Effet de Serre). Ces 4 dernières années comptent parmi les années les plus chaudes jamais enregistrées, et les records de température ne font qu'augmenter d'année en année. Pluies diluviennes, ouragans destructeurs une concentration de gaz à effet de serre jamais vue depuis 800 000 ans. L'urgence est là, et c'est maintenant qu'il faut agir. Nous sommes loin de la baisse estimée de 45% des GES par les scientifiques pour parvenir à la neutralité carbone.



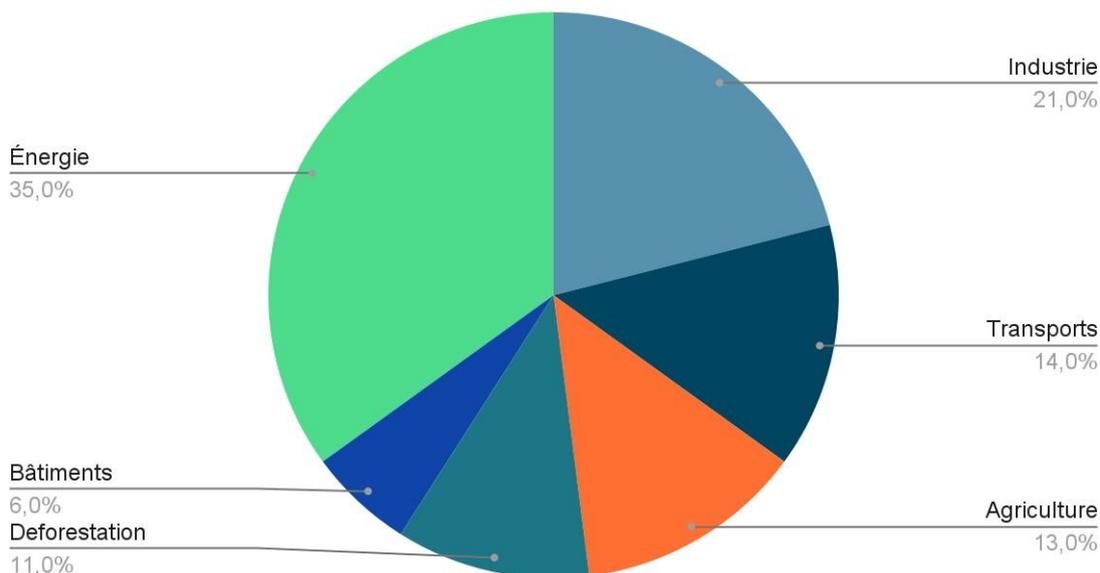
Ces COP sont le levier le plus puissant pour renverser la tendance climatique et la courbe des émissions de CO₂, et malgré tout, elles n'aboutissent encore à rien de très concret, du moins qui nous laisserait penser que nous serions de taille pour faire face à ce que l'on peut maintenant désigner comme « le plus grand défi encore jamais vu par l'humanité ». Il en va de notre survie.

II. LES MODALITÉS DE L'ACTION

A. Principaux secteurs responsables des rejets de gaz à effet de serre (GES)

Le rejet des gaz à effet de serre (GES) dû à l'activité humaine est le plus important facteur contribuant au réchauffement climatique.

Part des secteurs dans les émissions globales de GES



Les secteurs économiques principaux responsables de ce rejet d'émissions à l'échelle mondiale sont l'industrie, l'agriculture, les transports, et les bâtiments. Pour espérer avancer dans la lutte contre le changement climatique, il faut comprendre quels sont les verrous bloquant les avancées écologiques dans chaque secteur.

Le secteur de l'énergie

Depuis la découverte de l'électricité, trouver un moyen pour alimenter les besoins et envies du monde a toujours été un défi. Au cours du dernier siècle, beaucoup d'inventions et d'avancées scientifiques ont révolutionné la production d'énergie.

Mais à l'heure actuelle, il est urgent de revoir d'un autre œil cette production d'énergie et de mettre en œuvre la transition vers des énergies renouvelables. Malgré le fait que l'importance de cette transition énergétique est connue de tous, il reste difficile de la mettre en pratique. Les nouvelles énergies vertes causent (presque) tout autant de problèmes que les énergies fossiles. La construction des infrastructures est très coûteuse sur le plan environnemental : éoliennes et panneaux photovoltaïques utilisent des matériaux rares, la production d'électricité est irrégulière et dépend d'éléments naturels incontrôlables comme le vent ou le soleil. De plus, une fois l'électricité produite, une grande partie (près de 50 %) est perdue durant le transit.

Pour prendre un exemple concret, l'Allemagne a fermé deux de ses quatre centrales nucléaires avec une claire visée écologique. Mais depuis l'invasion russe de l'Ukraine, l'Allemagne a été obligée de réactiver d'anciennes centrales à charbon. Ces mesures temporaires sont compréhensibles, mais une solution sur le long terme pourrait être mise en place : au lieu de revenir aux moyens de production d'énergie polluante, il serait plus viable de se tourner directement vers les énergies renouvelables sur le long terme. Il est donc primordial en ces temps, comme toujours, de respecter les engagements et favoriser les énergies renouvelables. La production d'électricité est une nécessité à long terme, et par conséquent chaque pays doit s'engager dans cette transition, trouver sa voie, mais dans un cadre collectif.

C'est ainsi que l'Union européenne a lancé le Green Deal en 2019 et s'engage à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050 et, pour ce faire, à adopter une série de mesures en vue de réduire ces émissions de GES d'au moins 55 % d'ici 2030 par rapport au niveau de 1990. Chaque Etat membre définit ainsi les modalités qui lui permettront d'atteindre cet objectif commun à tous. Ainsi, tandis qu'un pays comme le Danemark peut miser sur l'éolien ou l'Espagne sur le solaire, la France a conforter son choix du nucléaire qui, certes, n'émet pas de CO₂ mais pose la question du stockage des déchets nucléaires.

Le secteur de l'industrie

Depuis le XIX^e siècle, l'industrie a permis de répondre aux demandes croissantes de la population mondiale en maximisant la production, puis, vers la fin du XX^e siècle, en la délocalisant dans les pays émergents à faibles coûts. L'industrie correspond à la production de biens grâce à la transformation des matières premières, et c'est l'extraction et la transformation de ces matières premières qui engendrent la pollution des sols, en particulier des nappes phréatiques, et celle de l'atmosphère, avec le rejet des fumées des usines. Ce sont donc surtout les industries lourdes, comme la sidérurgie, l'industrie chimique, ou encore la filière ciment qui sont le plus émetteur de GES. Mais un secteur comme le textile, donc la mode, est aussi un des principaux responsables de l'émission de CO₂ à travers notamment l'utilisation de fibres synthétiques dont une grande proportion provient du pétrole, ou encore

le transport de ces vêtements souvent fabriqués en Asie et exportés en Europe ou en Amérique.

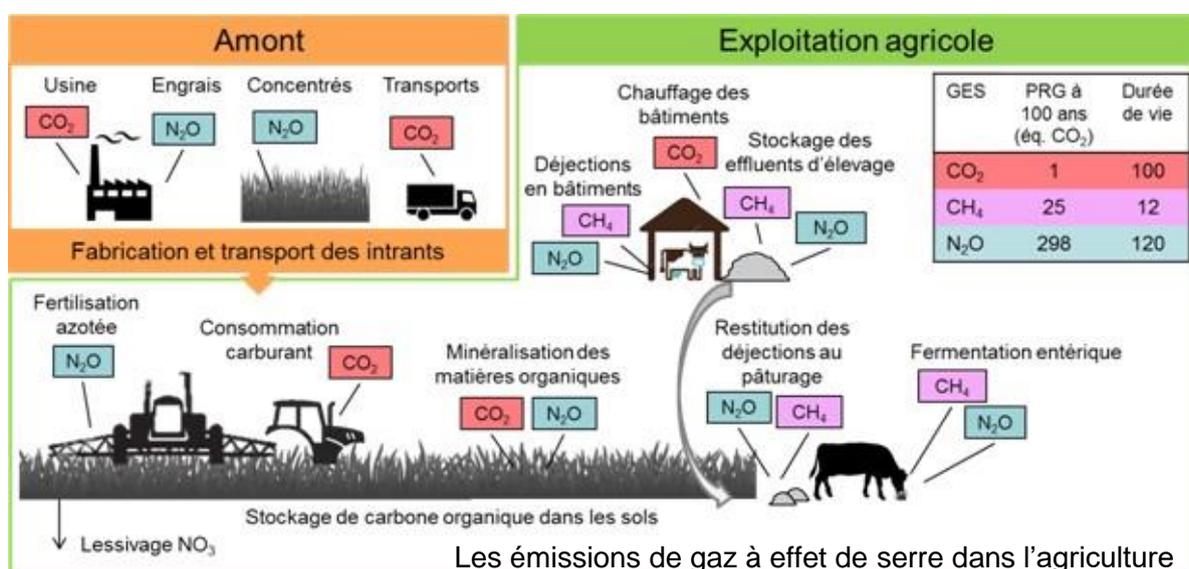
Afin de limiter les impacts de cette industrie sur les milieux naturels et la planète, la communauté internationale a élaboré des plans de développement durable depuis les années 1980, en responsabilisant les entreprises sur leur impact socio-environnemental. Mais la majorité des entreprises continuent encore aujourd'hui, malgré la crise environnementale, à faire passer le profit et la production avant tout, sans prendre en compte l'aspect éthique, social et environnemental de leur production. Il faudrait donc repenser complètement le processus de production pour tenir compte de l'environnement, soutenir les industries durables, innover et investir dans les technologies vertes ainsi qu'améliorer l'efficacité énergétique et l'utilisation efficace des ressources naturelles au sein des industries.

Le secteur de l'agriculture

Avec la croissance de la population mondiale, la demande alimentaire augmente également, et c'est pour cela que le monde a connu au cours de ces dernières décennies une énorme augmentation dans la production agricole et l'élevage de bétail. Cette demande toujours croissante a aussi résulté d'une production agricole plus intensive (donc également plus énergivore et polluante), ainsi qu'à la modification des habitudes de consommation mondiales, avec en particulier une plus grande consommation de viande liée au développement des classes moyennes dans les pays émergents. L'élevage intensif provoque ainsi l'émission d'énormes quantités de méthane et d'oxyde nitreux, deux puissants émetteurs de GES.

L'agriculture contribue grandement au changement climatique, mais il ne faut pas oublier qu'elle en subit également les effets. Le dérèglement des températures autour du globe entraîne une perturbation dans l'agriculture, étant donné que certaines récoltes ne peuvent s'adapter à cette hausse de températures. De plus, les sécheresses dues au manque d'eau et à la chaleur rendent l'agriculture moins productives, en particulier dans les régions très fragiles, comme le Moyen Orient ou le Sahel. C'est pourquoi les dirigeants mondiaux sont grandement préoccupés par ce danger menaçant les productions actuelles et futures.

Il est extrêmement difficile de réduire les émissions de GES provenant de ce secteur, étant donné la place que prend l'alimentation dans la vie des populations. En effet, il faut trouver une solution qui puisse concilier une production efficace pour nourrir la population mondiale, et une production peu émettrice de GES.



L'agriculture telle qu'on la connaît aujourd'hui permet difficilement de répondre à ces deux exigences. La dépendance aux pesticides, aux engrais chimiques, aux serres chauffantes, aux camions et avions pour le transport, aux machines utilisant énormément d'énergie, et de grosses quantités d'eau est dangereuse pour le secteur ; toutes ces pratiques contribuent au relâchement de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Certaines de ces pratiques ont un coût écologique bien trop élevé et laissent les petits agriculteurs attachés aux méthodes traditionnelles dans une certaine précarité. Effectivement ces méthodes industrielles garantissent un grand rendement mais impactent aussi les plantations aux alentours.

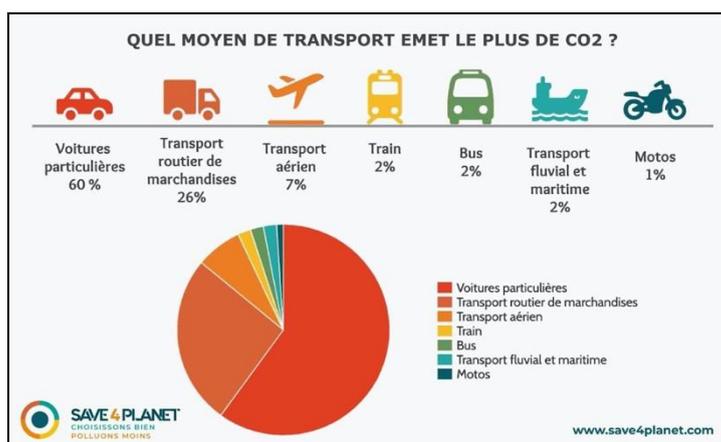
Certaines solutions pourraient néanmoins être mises en place, telle qu'une meilleure intégration de techniques innovantes de production, mais il faudrait avant tout changer le mode de consommation de la population. Les émissions générées par le transport des aliments avec l'exportation et l'importation, et par la transformation et le stockage des aliments sont astronomiques, et il est donc important que le consommateur, ainsi que les gouvernements, soient plus responsables de cette consommation.

Le secteur des transports

Il est clair que l'impact environnemental du secteur des transports sur la planète est astronomique. Qu'il s'agisse du déplacement des individus ou de celui des marchandises, les transports ont de multiples impacts : modification des paysages que la construction de voies de transports entraîne, pollution sonore générée par les véhicules, rejet de GES par les transports, pollution de l'eau par les hydrocarbures rejetés par les paquebots, dérèglement dans la faune et la flore locale... le secteur des transports est très nocif pour l'environnement.

L'exposition trop longue aux particules dangereuses dans l'air générées par le transport routier serait également la cause de sept millions de morts chaque année (selon l'OMS). De plus, l'utilisation personnelle de voitures a un impact encore plus considérable et dangereux sur l'environnement. Il y en aurait actuellement environ 1,42 milliards dans le monde, les émissions des voitures particulières contribuant à 60 % du rejet des GES dans le transport. Comme la majorité de ces voitures se trouvent dans les pays développés, ce chiffre devrait considérablement augmenter avec le développement des pays du Sud, cette explosion créant des pénuries de carburant et une remontée en flèche des émissions de CO₂. Beaucoup semblent voir la solution dans les voitures électriques ou à hydrogène, censées être plus durables que les voitures diesel ou essence ; n'utilisant pas de pétrole. Mais ces solutions ont aussi leur côté négatif, grandement critiquées pour leur grande consommation de matériaux lors de leur production.

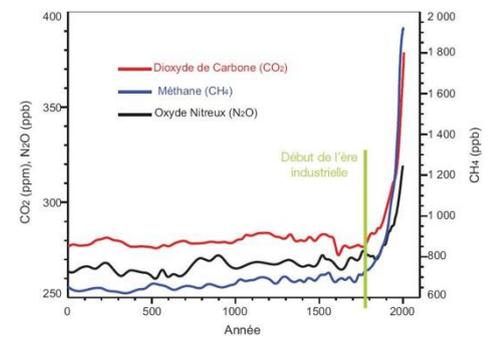
Nous pouvons néanmoins rester optimistes, étant données les énormes avancées scientifiques réalisées chaque année dans le secteur, et la préoccupation grandissante de la communauté internationale sur le sujet. Il est essentiel de soutenir les projets de création de nouveaux réseaux de transports en commun par les gouvernements, ainsi qu'encourager la transition vers une voiture plus "verte" (ou l'utilisation du vélo par exemple), et la réduction des vols en avion trop polluants et parfois non nécessaires.



B. Un problème systémique, lié à la mondialisation

Mais l'approche secteur par secteur présente de sérieuses limites, car en réalité le problème est systémique et lié à la mondialisation.

La concentration de GES dans l'atmosphère augmente de manière démesurée depuis l'ère industrielle, dû au développement des usines et donc du combustible fossile, et à l'augmentation drastique de la production planétaire. L'utilisation intensive des énergies fossiles et des nouvelles technologies amenées par la révolution industrielle a forgé nos sociétés contemporaines, ainsi que notre système économique capitaliste et le processus de mondialisation. Malgré la hausse dans l'espérance et la qualité de vie de la population, nous ne pouvons nier le fait que cette production intensive exploite les ressources naturelles, menace la biodiversité et contribue au changement climatique.



Comment alors concilier croissance économique et durabilité environnementale ?

Nous vivons dans une société dans laquelle les économies des pays deviennent de plus en plus interconnectées et interdépendantes entre elles. Les économies nationales s'intègrent de manière croissante dans la scène mondiale, et favorisent le libre échange à travers les flux de biens et de capitaux. Ce système économique mondial dans lequel nous vivons, priorisant le profit et la production intensive à tout prix, et dépendant des échanges à l'échelle du monde, n'est pas viable. C'est donc le capitalisme et sa conséquence directe, la mondialisation, qui sont des systèmes économiques internationaux dont le fonctionnement rentrent directement en opposition avec une écologie long-terme. En effet, les ressources naturelles produites naturellement par la Terre sont exploitées beaucoup trop rapidement pour qu'elles puissent se régénérer. La croissance démesurée de la production telle que nous la connaissons dans beaucoup de secteurs n'est pas compatible avec les projets de réduction des GES. On le voit par exemple avec le développement de l'agribusiness basé sur la mécanisation et l'intensification du processus de production et de transformation et aux antipodes de l'agriculture classique qui est essentiellement vivrière.

Mais pourquoi est-ce que de tels modèles réussissent sur une grande échelle ? A cette question, une réponse, le modèle de BAUMOL et OATES (1988).

Hypothèses du modèle : deux pays, un pays développé et un pays en développement, sont producteurs d'un même bien ; deux techniques de production de ce bien sont disponibles : l'une est respectueuse de l'environnement, tandis que l'autre est plus polluante ; le pays pauvre utilise le procédé de production polluant, alors que le pays riche a recours au procédé « propre » qui est aussi plus cher.

Résultats du modèle : l'instauration d'un régime de libre-échange entre les deux pays conduit aux résultats suivants :

- (1) l'utilisation du procédé de production polluant dans le pays pauvre a pour effet de diminuer le prix du bien au niveau mondial, et donc d'augmenter la demande pour ce bien ;
- (2) l'utilisation du procédé polluant assure au pays pauvre un niveau de production nationale plus élevé ;
- (3) en conséquence de l'augmentation de la demande pour le bien et de la part croissante de sa production dans le pays pauvre, les émissions polluantes augmentent ;
- (4) à long terme, s'il continue d'utiliser le procédé polluant, le pays pauvre va consolider son avantage comparatif dans la production du bien considéré, et le pays riche se spécialisera dans d'autres productions.

C'est exactement ce procédé que nous retrouvons à l'échelle mondiale. Le système mise en place favorise donc l'avantage financier, même petit, à un avantage écologique grand. Si l'Europe, par exemple, atteint la neutralité carbone dans un deux ou trois décennies, mais que dans le même temps les Européens continuent à consommer des produits importés qui ont engendrés des émissions dans le pays où ils ont été fabriqués, alors il faudra aussi tenir compte de ces émissions « cachées ».

Pour pouvoir donc proposer des solutions efficaces, il faut prendre en compte ces points cruciaux, pouvant influencer sur l'équilibre économique, que sont l'interconnectivité des secteurs et la mondialisation. Un pays développé ne peut pas se contenter d'implémenter des mesures écologiques si le désastre écologique est juste déplacé dans un autre pays aux coûts de production plus faibles. Dans un monde où le « dumping environnemental », qui consiste à jouer sur cet avantage comparatif, permet de gagner des parts de marché tout en favorisant le pouvoir d'achat des consommateurs des pays du Nord, la seule solution serait de dresser des barrières douanières fonction des émissions de CO₂ dégagées par ces produits importés. Et ce d'autant plus que la délocalisation d'usines pour pouvoir éviter des régulations écologiques est une suite logique au modèle cité au-dessus, qui s'est accéléré depuis les années 1980 et continue de plus belle. Des scandales presque hebdomadaires sur des conditions de travail dans l'industrie du textile, dans les mines de métaux rares utilisés dans l'informatique, ou dans les secteurs qui utilisent des substances toxiques. La compétition est en plus double. Non seulement les pays en développement vont être en concurrence directe avec les pays développés imposant des lois environnementales, mais souvent cette compétition est aussi présente entre pays en développement.

Le risque serait alors que, progressivement, les pays et sociétés se referment sur elles-mêmes au nom de la lutte contre le dérèglement climatique. On voit notamment les effets de celui-ci sur les mouvements migratoires, les réfugiés climatiques étant désormais une réalité qu'on ne peut plus nier. Ainsi, la montée des eaux pourrait obliger 280 millions de personnes à se déplacer dans des pays aux littoraux particulièrement densément peuplés comme le Bangladesh, l'Indonésie ou le Nigeria. Face à cet afflux en provenance très majoritairement des pays du Sud, comment réagiront et réagissent déjà les pays plus préservés, en particulier au Nord ? La raréfaction d'une ressource aussi essentielle que l'eau conduisent certains pays à mettre en place des politiques exclusives comme on peut le voir dans le cas des eaux du Nil et du conflit qui oppose l'Éthiopie à l'Égypte autour de l'édification du barrage de la Renaissance. Ainsi, comment s'adapter et apprendre à gérer la rareté des ressources, à différentes échelles ?

Les effets inflationnistes de cette raréfaction des ressources affectent aussi les populations les plus fragiles. La guerre en Ukraine et l'arrêt des livraisons du blé ukrainien et du blé russe ne font que s'ajouter aux mauvaises récoltes de blé dur au Canada l'année dernière, ce qui avait déjà conduit à une hausse du prix des pâtes. Or ces phénomènes très clairement liés au réchauffement climatique, affectent d'abord les populations et les pays les plus pauvres.

La lutte contre le réchauffement climatique peut avoir elle-même des effets négatifs pour ces derniers. Ainsi, baisser notre consommation de viande en Europe permettrait certes de lutter contre l'agrobusiness brésilien et la déforestation en Amazonie, mais risquerait d'affecter en retour les efforts pour favoriser l'élevage extensif ?



Ne plus acheter nos vêtements issus de la fast-fashion et Made in China ou Indonesia serait bénéfique pour faire baisser nos émissions de GES, mais conduirait aussi à priver ces pays d'un avantage comparatif qui a permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté, et à d'autres millions de consommateurs modestes de voir leur pouvoir d'achat augmenter. Quant à taxer l'usage des énergies fossiles, on a vu ce que cela pouvait donner avec le mouvement des gilets jaunes en France suite à la mise en place de la taxe carbone qui a affecté davantage les habitants à la périphérie des grandes métropoles dépendants de leur voiture que les bobos circulant à vélo dans les centres-villes. Est-on condamné à opposer « fin du monde » et « fin du mois », ou ces combats sont-ils conciliables comme le pense une ONG comme Oxfam pour qui tout l'enjeu sera d'arriver à articuler les enjeux sociaux et environnementaux dans les politiques publiques, à l'échelle des pays comme à celle des organisations internationales.

Faut-il donc chercher des solutions précises mais mondialement applicables, ou faites sur mesure en fonction des problèmes locaux ? Comment la COP peut-elle préconiser des solutions qui n'apparaîtraient pas comme des mesures punitives aux yeux du plus grand nombre ?...



Militants pour le climat et gilets jaunes ensemble lors d'une manifestation à Paris en 2018

SOURCES

Pourquoi le changement climatique ?

[Les causes du changement climatique](#), par la Commission européenne

[Comment les Activités Humaines contribuent au Réchauffement Climatique ?](#)

(Youmatter, 2015)

[Voiture, industrie, viande... Quelles sont les causes du réchauffement climatique en France ?](#) (*Le Monde*, 8/07/2019)

[Comprendre le réchauffement climatique en 4 minutes](#) (vidéo 4', *Le Monde*, 2015)

Quelles conséquences provoquées par le dérèglement climatique ?

Climat : le dérèglement c'est maintenant ! (vidéo 12', *Le Dessous des cartes* | ARTE, 2020)

[Les multiples conséquences du changement climatique](#) (Arte, dossier avec de nombreuses vidéos sur le sujet)

[Le changement climatique pourrait mettre fin à la mondialisation](#) (Euractiv, 2007)

[Changement climatique et déplacements](#) (UNHCR)

[143 millions de réfugiés climatiques d'ici 2050 ?](#) (vidéo 2', Brut, 2018)

[La montée des eaux obligera 280 millions de personnes à se déplacer](#) (*La Croix*, 9/12/2019)

Comment lutter contre le réchauffement climatique ?

[Quelles mesures pour lutter contre le réchauffement climatique ?](#) (Youmatter, 2018)

[Fin du monde, fin du mois, même combat](#) (Oxfam, 2019)